

## AKTUELL

POLITIQUE CULTURELLE

# Miséricorde

Luc Caregari

**L'action de protestation d'une artiste devant le ministère de la Culture n'est que la pointe de l'iceberg. Maggy Nagel n'a pas été capable de gérer le portefeuille du Logement, et il en va de même dans le secteur culturel.**

Tout ça pour ça. Parce que le ministère de la Culture restait muet comme une carpe face à ses lettres, l'artiste Aïda Patricia Schweitzer a endossé son costume de poulet et mon-



Poulet entêté devant le ministère : bientôt la nouvelle procédure pour obtenir un rendez-vous avec la ministre ?

té un petit « bureau » devant le ministère. Vite délogée par la police, elle a du moins eu gain de cause : une rare audience auprès de la ministre Maggy Nagel, qui face au buzz médiatique n'avait probablement pas vraiment le choix. Pourtant, si pour obtenir un rendez-vous chez la ministre il faut organiser à chaque fois une performance devant le ministère, il se pourrait que le boulevard Roosevelt se transforme en zoo. Car Aïda Patricia Schweitzer est loin d'être la seule qui attend des réponses de l'administration de Mme Nagel. Une administration qui depuis un certain temps agit comme si elle était sous morphine. Ainsi, même après le rendez-vous, la situation des ateliers manquants est loin d'être résolue.

Ce n'est pas le seul problème qui persiste. Après un lancement énergique avec la promesse de changer de fond en comble la gestion de la culture, le soufflé est vite retombé. Et les résultats sont maigres, comme on peut le voir avec la plus grande opération menée jusqu'ici - la résiliation des conventions culturelles. Car finalement l'avant et après sont sem-

blables, certaines associations s'en tirant avec un certain bonus, tandis que d'autres se retrouvent avec un peu moins. C'est loin d'être une révolution copernicienne. De plus, les autres grands projets de la ministre semblent être tombés à plat. Le fameux « Kulturentwicklungsplan » ? Encéphalogramme plat, d'après nos informations. L'« Institut du temps présent » ? tombé dans l'escarcelle du secrétaire d'État Marc Hansen, qui devra être juge et partie dans la bataille entre l'université et les représentants des instituts que cette nouvelle structure est censée remplacer.

## Le bilan de Nagel à la Culture ressemble à celui du Logement.

Et qu'en est-il de la promesse que, après les associations conventionnées, ce serait au tour des grands instituts publics - comme la Rockhal, le Mudam ou la Philharmonie - de subir un audit de leur financement ? Aux dernières nouvelles, Mme Nagel ne semble pas avoir poussé dans cette direction.

Le problème est cependant que ne rien faire n'est même pas une option. Car la vie, voire survie, en milieu artistique devient de plus en plus dure. Après la réforme du statut d'artiste, transformant les artistes en passant en demandeurs d'aide sociale, les premières conséquences commencent à se faire ressentir. Et ce ne sont pas uniquement les ateliers qui manquent, mais aussi les boulots pour les free-lances, qu'ils soient techniques ou artistiques, qui deviennent une denrée rare. Si on y ajoute que depuis l'année dernière l'Administration des contributions a sérieusement durci les contrôles dans les instituts culturels - allant jusqu'à taxer les boissons offertes dans les loges d'artistes -, on comprend l'existence d'un certain malaise, dû aussi aux espoirs de changement finalement déçus.

Donc, si les rumeurs qui courent sur le sort de la ministre Nagel s'avèrent fondées et qu'elle est délogée du Logement dès la fin de la présidence européenne, le gouvernement devrait faire attention. Car son bilan à la Culture est aussi maigre que celui de son autre ministère. En d'autres mots : si Mme Nagel ne reste « que » ministre de la Culture, cela montrerait le peu d'estime de la coalition pour ce portefeuille et la scène culturelle qui en dépend.

## SHORT NEWS

## Ziviler Ungehorsam gegen Kohle

(lm) - Wer ist Weltmeister bei der Förderung von Braunkohle, dem klimaschädlichsten aller fossilen Brennstoffe? Nicht China, die USA oder Australien, nein: Deutschland! Und das größte Tagebaugelände befindet sich in Garzweiler - zwischen Köln und Mönchengladbach. Dort wird am Wochenende gegen die Verstromung der Kohle und für eine Energiewende demonstriert. Die Aktion unter dem Namen „Ende Gelände“ soll die Kohlebagger stoppen; unter den Hunderten von TeilnehmerInnen befinden sich laut der maßgeblich beteiligten NGO Greenpeace auch Klima-AktivistInnen aus Luxemburg. Interessant ist, dass die Aktion explizit als ziviler Ungehorsam beworben wird. Die Frage, inwiefern man auf formal illegale Aktionen wie den „Hausfriedensbruch“ in einem Tagebau zurückgreift, um für Klimaschutz zu werben, dürfte die Bewegung - und die Justiz - in den kommenden Jahren intensiv beschäftigen. Man erinnert sich gewiss an die Folgen der Blockade luxemburgischer Tankstellen 2002, für die Esso Greenpeace 100.000 Euro Schadensersatz abgerungen hatte. Dagegen sprach ein britisches Gericht Aktivisten frei, die 2008 das Kohlekraftwerk Kingsnorth besetzt hatten. Die Tatsache, dass in Garzweiler ein breites Bündnis von NGOs zivilen Ungehorsam praktiziert, dürfte die Chancen erhöhen, dass Gerichte nicht nur das Privateigentum, sondern auch die Verhinderung des Klimawandels als schützenswertes Rechtsgut anerkennen.

## Monkeler : renvoi de patates chaudes

(lc) - La zone industrielle du Monkeler ne retrouve pas le calme, même en plein trou d'été. Après les polémiques sur la fabrique d'asphalte, qui tourne d'ailleurs à plein régime malgré l'opposition des communes environnantes, et la décharge effondrée de Mondercange, c'est le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle, qui se déverse dans l'Alzette, qui fait parler de lui. Une analyse commandée par le « partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette », rassemblant les communes d'Esch, Schifflange, Sanem, Bettembourg et Roeser, vient de démontrer que les sédiments de la rivière sont fortement contaminés par les rejets industriels provenant du Monkeler. En réponse à une question parlementaire sur le sujet, la ministre de l'Écologie, Carole Dieschbourg, renvoie d'abord la balle aux communes auxquelles « incombe la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux usées et des eaux pluviales dans les zones urbanisées ». De plus, selon le ministère, la contamination émanant de la zone industrielle ne serait qu'une hypothèse parmi d'autres. Ce qui a provoqué une réaction plus ou moins virulente de Roland Schreiner, le maire de Schifflange. La bataille autour de la zone industrielle est donc loin d'être terminée - même avec des Verts au gouvernement.

## Waljagd auf den Färöern: Knast für AktivistInnen?

(da) - Schon seit einigen Jahren stellt sich die Meeresschutzorganisation „Sea Shepherd“ dem massenhaften Töten von Grindwalen auf den Färöer-Inseln entgegen. Unter dem Motto „Grindstop“ begeben sich alljährlich AktivistInnen der Organisation auf die Inseln, dokumentieren die Jagden und versuchen, die Tiere von den Küsten zu vertreiben. Auch LuxemburgerInnen - Sea Shepherd hat seit 2013 eine Zweigstelle in Luxemburg - befinden sich regelmäßig unter den AktivistInnen. Doch gibt es auf den Färöer-Inseln seit diesem Jahr ein neues „Grindwalgesetz“, durch das jedeR, der/die eine Gruppe Grindwale sichtet, gezwungen ist, dies den Behörden mitzuteilen. Einem Luxemburger Aktivist, Kevin Schiltz, und vier seiner MitstreiterInnen wurde das zum Verhängnis: Am 23. Juli wurden sie wegen Verstoßes gegen das Gesetz festgenommen und zu Geldstrafen zwischen 670 und 4.690 Euro oder Gefängnisstrafen von acht bis 14 Tagen verurteilt. Die AktivistInnen weigern sich, die Strafe zu bezahlen. Das Außenministerium ließ durchblicken, eine Lösung könnte vielleicht auf diplomatischem Wege gefunden werden. Sea Shepherd Luxemburg ruft jedenfalls für diesen Freitag, 18 Uhr zu einer Mahnwache vor dem Dänischen Konsulat (1, rue Jean-Pierre Brasseur, Luxemburg) auf.